

part du gouvernement pour les aider à créer un marché et les informer des besoins de celui-ci. Ils voudraient aussi toucher un prix équitable, proportionnel au coût du matériel.

Dans un discours antérieur, j'ai invité les différents ministres à visiter ma région au lieu d'aller faire bombance à l'étranger. L'invitation tient toujours. Je pourrais inviter le premier ministre à visiter les communautés rurales de pêcheurs à Terre-Neuve, où il pourrait voir les problèmes humains. Oui, monsieur le président, humains—un mot qu'il emploie si souvent dans ses discours à travers le pays. Qu'il vienne voir ces humains qui vivent à Terre-Neuve. Nous ne pouvons pas lui garantir un vol spécial. Il n'y a pas de centres commerciaux ni de foules d'adolescentes en mini-jupes. Il n'y aura pas de fleurs, pas de hippies, ni de poteau autour duquel virevolter. Il ne pourra pas non plus réserver une suite à l'hôtel comme au Claridge de Londres, ni la suite de la reine mère de Jordanie. Mais il verra une partie du Canada et une population que l'on néglige ou oublie depuis beaucoup trop longtemps. Il verra une industrie de la pêche qu'on a laissée se désintégrer et qui est devenue un cas d'urgence.

Le 22 novembre, j'ai signalé clairement à la Chambre, dans une question qui figure au hansard, la fermeture imminente d'une usine de poisson au nord-ouest de Terre-Neuve. Personne n'y a porté la moindre attention. Aujourd'hui, toute l'industrie de la pêche dans la région de l'Atlantique menace de s'effondrer. C'est le moment de constituer un groupe d'étude, mais qu'on lui donne un mandat d'urgence et non pas à long terme.

Les députés de Terre-Neuve crient au loup depuis que nous sommes ici, à Ottawa, pour qu'on règle les problèmes de l'industrie de la pêche. Le loup est derrière la porte. Le gouvernement nous croira-t-il et pourra-t-il régler cette situation urgente en rétablissant les paiements ou en offrant de l'aide, ce qui assurerait à l'industrie et à ses employés qu'ils ont un espoir d'améliorer leurs moyens d'existence.

M. Lundrigan: Tout d'abord, monsieur le président, j'aimerais féliciter un de nos grands amis de Surrey qui nous a certainement rendu aujourd'hui de très grands services. J'aimerais également signaler au député de Comox-Alberni—une très belle région côtière de l'Ouest—que nous comprenons ces problèmes, mais que nous aimerions également un peu plus de compréhension de sa part.

Je suis très encouragé par la sincérité du nouveau ministre des Pêcheries qui s'intéresse sincèrement, j'en suis sûr, aux problèmes du Canada. Je suis également certain qu'il essaiera finalement de faire quelque

chose de valable pour régler ce problème. Mais l'attitude du premier ministre du Canada ne m'impressionne pas autant. Si je devais consacrer les quelques minutes qui me restent à ce sujet, je signalerais certainement aux Canadiens qu'ils finiront par deviner son manque de sincérité et que le premier ministre qui traite la Chambre des communes comme un cirque ne va pas toujours s'en tirer avec ses clowneries. Le premier ministre peut se faire accepter, à force de baisers, pendant une campagne électorale, mais qu'il n'aille pas s'imaginer que ses baisers lui permettront de résoudre aussi facilement les problèmes des Canadiens concernant l'économie des pêcheurs de la région Atlantique.

• (5.40 p.m.)

J'aurais souhaité que le premier ministre fût présent aujourd'hui, car j'aurais pu alors me montrer plus agressif, mais puisqu'il n'est pas là, je me retiendrai donc et me ferai plus courtois. Je saisirai l'occasion, à sa prochaine présence, de lui dire exactement ce que je pense de lui, ce qui pourra choquer ou non mes collègues.

Une voix: Il va rester ici 20 ans.

M. Lundrigan: Il ne sera plus des nôtres l'an prochain s'il conserve son attitude actuelle. Je dis cela en guise de réponse à l'observation pittoresque que vient de lancer un honorable député.

J'ai été quelque peu désappointé de la déclaration qu'a faite aujourd'hui le ministre des Pêcheries. Je ne peux lui en tenir rigueur parce qu'il fait ses premières armes comme ministre. Il a très bien su, à vrai dire, déterminer les problèmes, mais nous avons toujours eu des personnes pour reconnaître les problèmes, depuis que je suis tout jeune. Bien des gens ont reconnu les problèmes qui assaillent l'industrie de la pêche.

Le 20 septembre, j'ai demandé au ministre des Pêcheries si l'on avait l'intention de présenter un programme à long terme à la Chambre et au peuple canadien, et quand on le présenterait. Mes collègues ont demandé la même chose à plusieurs autres occasions. On a présenté cette demande presque tous les jours. Nous voulions que le ministre des Pêcheries fasse une déclaration au sujet d'un programme à court terme qui permettrait à cette industrie de se maintenir d'ici l'annonce d'un programme à long terme. Jour après jour, on nous répondait que le programme serait annoncé bientôt. Entre-temps, comme mes collègues et moi l'avons signalé, le programme d'aide à l'achat du sel a disparu, les indemnités concernant l'assurance ont disparu, le programme des chafauds collectifs a disparu, les projets d'expansion des installations de pêche, qui relèvent d'un autre minis-

[M. Marshall.]